

Le rôle actif de la géographie : un manifeste (2000). Autour de Milton Santos (1926-2001)

Études territoriales brésiliennes : Adriana Bernardes, Adriano Zerbini, Cilene Gomes, Edison Bicudo, Eliza Almeida, Fabio Betioli Contel, Flávia Grimm, Gustavo Nobre, Lídia Antongiovanni, Maíra Bueno Pinheiro, Marcos Xavier, Maria Laura Silveira, Marina Montenegro, Marisa Ferreira da Rocha, **Milton Santos**, Mónica Arroyo, Paula Borin, Soraia Ramos, Vanir de Lima Belo.

Traduction française : Jean-Yves Martin, docteur en géographie.

Mots-clés : géographie / objectifs de la géographie / espace banal / territoire d'usage

1

Le rôle attribué à la géographie et la possibilité d'une intervention valide des géographes dans le processus de transformation de la société sont interdépendants et découlent de la façon dont nous conceptualisons la discipline et son objet. Si une telle conception ne comprend pas toutes les formes de relation de la société avec son environnement, les interventions ne seront que partielles ou fonctionnelles et leur efficacité sera limitée dans le temps. Il est vrai que, dans le langage courant et dans la compréhension des autres spécialistes, ainsi que des politiciens et des gestionnaires, la géographie est souvent considérée comme la discipline qui concerne les lieux. Un bon nombre de géographes partagent, en fait, ce point de vue.

La géographie considérée comme une discipline des lieux, une position acceptée depuis longtemps, se révèle cependant restrictive quant à la liste des relations qui s'établissent entre l'homme et l'environnement et, pour cette raison, elle s'avère insuffisante. Mais ce n'est pas la seule approche simplificatrice et déformante.

2

C'est pourquoi nous avons proposé de considérer l'espace géographique non pas comme synonyme de territoire, mais comme *territoire d'usage* : et c'est à la fois le résultat du processus historique et la base matérielle et sociale des actions humaines nouvelles. Un tel point de vue permet une réflexion globale sur l'ensemble des causes et effets du processus socioterritorial.

Cette discussion doit être centrée sur le sujet de la discipline - l'espace géographique, le *territoire d'usage* - si notre intention est de construire, en même temps, une théorie sociale et des propositions d'intervention qui s'ajoutent parmi les géographes, y compris ceux invités à travailler avec toutes sortes de questions de planification, le problème de l'espace géographique en tant qu'entité dynamique de la société est rarement pris en compte. Dès lors, si les bases de l'édifice épistémologique restent floues, les pratiques politiques souhaitées seront, au minimum, biaisées.

La compréhension de l'espace géographique comme synonyme d'espace banal nous oblige à prendre en compte tous les éléments et à comprendre l'interaction entre les phénomènes. Une perspective du *territoire d'usage* conduit à l'idée d'un espace banal, de l'espace de chacun, de tout l'espace. C'est l'espace de tous les hommes, quelles que soient leurs différences; l'espace de toutes les institutions, quelle que soit leur force; l'espace de toutes les entreprises, quelle que soit leur puissance. C'est l'espace pour toutes les dimensions de l'événement, pour toutes les déterminations de la totalité sociale. C'est une vision qui intègre le mouvement d'ensemble, permettant d'affronter correctement la tâche d'analyse. Avec les notions de *territoire d'usage* et d'espace banal, les thèmes que le réel nous impose comme objet de recherche et d'intervention ressortent. Mais une telle constatation ne suffit pas. Il est essentiel d'affiner les concepts qui rendent notre approche opérationnelle. La richesse de la géographie comme province de la connaissance réside précisément dans le fait que l'on peut penser à la fois les objets (matérialité), les actions (société) et leur conditionnement mutuel entrelacé avec le mouvement de l'histoire. Les autres humanités [académiques] ne maîtrisent pas ce riche filon épistémologique. Le territoire d'usage est constitué comme un ensemble complexe où se tisse une toile de relations complémentaires et conflictuelles. D'où la vigueur du concept, invitant à penser comme processus les relations établies entre le lieu, la formation sociospatiale et le monde.

3

Chaque fois que, au lieu de considérer le mouvement commun de la société dans son ensemble et du territoire dans son entièreté, nous ne partons que d'un de ses aspects, nous finissons par trouver des lignes directrices qui ne sont applicables qu'à un certain domaine d'activité - un exemple de vie sociale - sans toutefois autoriser une intervention réellement efficace pour la société dans son ensemble. En d'autres termes, de telles solutions sont des remèdes occasionnels, mais non durables, partiels, mais non mondiaux.

Toute proposition d'analyse et d'interprétation qui vise à inspirer ou à guider une intervention adressée à la société dans son ensemble ne peut donc se passer d'une vision de cet ensemble. Incapables de générer des changements qui englobent l'ensemble du territoire et de la société, les interventions partielles servent des intérêts particuliers ou

présentent des résultats éphémères et inopérants. Une position partielle de la géographie par rapport à son objet trouve refuge dans les fragmentations et dichotomies présentes en son propre sein, ce qui la rend théoriquement fragile.

Les connaissances opérationnelles et partielles peuvent devenir des obstacles au développement de la discipline et de son rôle de branche de la connaissance, notamment lorsqu'elles semblent se substituer à la géographie ou justifier indépendamment son existence.

4

Parfois, c'est la formation du géographe elle-même qui devient une invitation à la fragmentation des connaissances et du travail. Lorsqu'une partie seulement du corpus de la discipline est considérée et même alors que le travail aboutit, il y a chez les gens un renforcement de la croyance en une discipline partielle. Il est communément admis que la proposition d'interventions est possible pour ces approches fondées sur des vues partielles, même si ces interventions sont souvent fonction de la politique des grandes entreprises. Est-ce là le succès que nous recherchons ?

Dans l'enseignement de la géographie, il est moins fréquent qu'il ne serait souhaitable de considérer la totalité des connaissances géographiques. La géographie est presque toujours présentée à l'étudiant, dès le premier instant, de manière segmentée, ce qui rend difficile d'appréhender une approche essentiellement géographique et compromet la formation du professionnel et l'avenir de la discipline elle-même. En conséquence, le géographe se spécialise souvent dans une branche opérationnelle axée sur un marché du travail restreint.

Nous pensons pouvoir échapper à la «partialisation» de la discipline (et donc aux interventions qui en découlent), à la recherche ferme et continue d'une ontologie de l'espace géographique. Cette recherche peut être comprise comme la construction d'un ensemble de propositions épistémologiques qui, formant un système logique cohérent et fondé sur les avancées méthodologiques déjà réalisées par la discipline au XX^e siècle, amélioreraient ce que l'on peut appeler le "noyau dur" de la géographie, extrait nécessairement d'une vision géographique totalisante. De cette façon, nous parviendrions à un rejet de "l'indolence épistémologique" (une situation qui, y compris, n'est pas seulement brésilienne) dans la production de connaissances géographiques.

5

L'espace est souvent considéré comme un espace politique, économique, anthropologique, touristique... Et c'est un gros problème pour la discipline. Fragmentée, la géographie n'offre pas d'explication du monde et a donc de plus en plus besoin d'adjectifs explicitant son propos. Elle perd de sa substance et risque sérieusement de ne plus figurer dans les programmes scolaires.

Cette fragmentation est due, d'une part, à l'impossibilité croissante, générée socialement, de réaliser que tous les éléments agissent ensemble (et les séparations ne peuvent être faites qu'à des fins analytiques). À cela s'ajoute la consécration de la fragmentation de l'enseignement à tous les niveaux (en classe, dans les ouvrages, dans le *curriculum*). La situation est encore aggravée lorsque, dans l'enseignement supérieur - public et privé - est adoptée une spécialisation dont la fin est de répondre à la politique et au marché.

6

Le marché et la politique inspirent parfois eux-mêmes de telles solutions. N'est-ce pas le cas pour certaines propositions basées, par exemple, sur les géographies du tourisme, de l'environnement, de la culture, des SIG [systèmes d'information géographiques, numériques], ou sur des suggestions d'aménagement du territoire, qui bénéficient en réalité à une ou quelques activités à un moment donné ?

Il ne suffit pas d'assimiler ces propositions à une fragmentation de la discipline géographique dans tant d'autres géographies, qui souhaitent en pratique s'imposer comme autonomes, alors que leur rôle d'auxiliaire ne fait que les qualifier de branches opérationnelles d'une géographie plus complexe et unitaire. Cela semble plus possible à réaliser du point de vue du territoire d'usage, puisque nous tenons alors compte de tous les acteurs.

Cherchant à répondre aux exigences de la formation des professionnels du marché du travail, les formations de premier cycle ont privilégié la spécialisation des connaissances au détriment d'une connaissance globale, éloignant le professionnel du citoyen. En revanche, les politiques restrictives de financement conduisent à une distance entre les différents domaines de la connaissance, privilégiant ceux qui permettent des investigations appliquées, jugées de la plus grande pertinence économique ou politique. Dans ce contexte, de nombreux géographes ont cherché à s'adapter aux nouvelles exigences par des approches particulières de l'enseignement et de la recherche, ne mettant l'accent que sur des aspects de la réalité sociale comme s'ils étaient la totalité du phénomène géographique. Au nom de la modernisation utilitariste et productiviste, certains cours de géographie risquent de jeter des principes qui devraient baliser et singulariser ce domaine de la connaissance.

7

Dans l'évolution de la pensée géographique, la volonté de totalisation et la formulation d'approches particulières ont été présents, encore que toujours contrariés par une tendance à la segmentation.

Prenons un exemple. À l'époque de Vidal de la Blache, la possibilité de totalisation parfois concrétisée en soutien à la politique d'un État en quête de connaissance géographique, n'a pas subi les assauts du marché tels que nous les connaissons aujourd'hui. Ainsi, une digue s'est-elle opposée à la fragmentation des connaissances géographiques et à ses propositions d'action.

Les approches globalisantes visent à rechercher une correspondance avec l'unité du monde réel. Cependant, dans le cas particulier de la géographie, cette idée d'unité de la Terre s'oppose à ceux qui s'appuient sur des réalités partielles pour soutenir des arguments également partiels ou réducteurs. Ainsi, la géographie s'est imposée tout au long de son histoire à partir de cette confrontation entre deux vocations très différentes. En termes de connaissances ou de propositions d'action, la vérité aurait été saisie par diverses formes de méprises. Et aujourd'hui, lorsque la mondialisation elle-même est perçue comme le résultat de la volonté d'intégrer les marchés selon un discours univoque, elle ne permet pas d'aboutir à une approche plus large.

8

Le problème central est de savoir comment utiliser les connaissances systématisées par une discipline pour dessiner les contours de solutions pratiques et de chemins face aux problèmes concrets de la société. Selon les affiliations théorico-idéologiques des auteurs, cela semble avoir été possible pour les spécialistes des sciences politiques, de l'économie, etc., dont la tâche dépasse la limite de la simple interprétation des phénomènes pour suggérer des changements, c'est-à-dire pour s'ériger en tant que proposition politique.

Lorsque le schéma interprétatif de la société propre à notre province de la connaissance rend compte de la réalité concrète dans son ensemble, il peut être la base de la construction d'un nouveau discours pour l'action politique des acteurs sociaux responsables de sa pratique, tels que les partis politiques, les mouvements sociaux, institutions, etc. Un discours socialement efficace peut être le contenu, la base d'interventions "systémiques" dans la société, à différents niveaux de l'exercice de la politique, parmi lesquels le plus complet serait la contribution à l'élaboration d'un projet national, engagé dans la transformation de la société. Une société au profit de la majorité de la population du pays. L'idée d'intervention suppose un intérêt politique, compris comme une interprétation historique plus large, qui implique un idéal du futur comme espace de résolution de problèmes hypothétiquement ancrés dans les sociétés.

9

Il ne s'agit pas d'imposer une définition unique. Le contenu d'une géographie globale peut certainement répondre à l'une de plusieurs lignes théoriques, selon le choix de l'auteur. Mais, à partir de là, il est indispensable d'avoir un ensemble cohérent de propositions, où tous les éléments en jeu sont pris en compte dans leur intégration et leur dynamisme.

La géographie doit être attentive à analyser la réalité sociale totale à partir de sa dynamique territoriale, cette proposition étant un point de départ pour la discipline, possible à partir d'un système de concepts qui permet une compréhension indissociable des objets et des actions.

Le *territoire d'usage*, considéré comme une totalité, est un champ d'analyse privilégié car, d'une part, il révèle la structure globale de la société et, d'autre part, la complexité même de son utilisation.

Pour les acteurs hégémoniques, le *territoire d'usage* est une ressource, garantissant la réalisation de leurs intérêts particuliers. Ainsi, le rebondissement de ses actions conduit à une adaptation constante de son usage, avec l'ajout d'une matérialité fonctionnelle à l'exercice d'activités exogènes au lieu, approfondissant la division sociale et territoriale du travail, à travers une sélectivité des investissements économiques qui génère un usage entrepreneurial du territoire. D'autre part, les situations qui en résultent nous permettent, à chaque instant, de comprendre qu'il est nécessaire de considérer le comportement de tous les hommes, institutions, capitaux et firmes. Les différents acteurs n'ont pas le même pouvoir de commandement, conduisant à une multiplicité d'actions résultant de la coexistence d'acteurs hégémoniques avec des acteurs dominés. Avec cette combinaison, nous avons l'agencement unique des lieux. Les acteurs hégémoniques prennent le territoire comme niche, cherchant constamment à s'adapter à l'environnement géographique local, en même temps qu'ils recréent des stratégies qui garantissent leur survie dans les lieux. C'est à travers ce jeu dialectique que l'on peut appréhender la totalité.

10

Ce n'est qu'ainsi que nous répondrons à la question cruciale de savoir le comment et le pourquoi des relations entre la société et le territoire, en tant qu'acteurs, et, à l'inverse, entre le territoire en tant qu'acteur et la société en tant qu'objet d'action. C'est, à notre avis, la manière de trouver une approche globalisante, permettant une intervention d'intérêt pour la majorité de la population.

Présenté par le groupe *Études Territoriales Brésiliennes* du Laboplan (Laboratoire de géographie politique et d'aménagement territorial et environnemental) du Département de Géographie – Faculté de philosophie, lettres et sciences humaines de l'Université de São Paulo (USP) au cours de la XI^e Rencontre nationale de géographie. Florianópolis (Brésil), en juillet 2000.